

peut-on sérieusement envisager que les ASP prennent la place des garants de la sécurité publique? Les ASP peuvent-elles assurer « la sécurité de l'espace humanitaire »? L'auteur soutient que si les ASP ont semblé faire preuve d'efficacité dans leurs récentes missions, l'industrie jusqu'à présent ne dispose pas dans son ensemble de la structure organisationnelle, de la capacité matérielle ou de la légitimité nécessaires. Il ajoute qu'à long terme, même si les ASP parviennent à réduire les problèmes de sécurité pour les travailleurs humanitaires, leur intervention pose une foule d'autres problèmes. Plus précisément, l'interaction entre les ASP et les travailleurs humanitaires risquerait 1) de limiter la prestation de l'aide humanitaire en raison du coût, 2) de soumettre les travailleurs humanitaires aux exigences financières et aux objectifs commerciaux des ASP et 3) de fournir un prétexte à d'autres parties pour qu'elles se libèrent des obligations humanitaires et renoncent à la recherche de solutions politiques aux causes profondes des crises humanitaires. En résumé, l'option de la sécurité privée, bien qu'elle présente certains aspects avantageux, n'est pas une panacée pour les travailleurs humanitaires à cause de ses effets particuliers sur l'espace humanitaire et de son impact sur l'éthique humanitaire.

### ***Biographie***

Originaire de Burlington, en Ontario, Christopher Spearin vit actuellement à Vancouver où il est un étudiant de doctorat au département des sciences politiques de l'Université de la Colombie-Britannique. Au début de ses études postsecondaires, il a obtenu un baccalauréat en sciences de l'Université McMaster et une maîtrise ès arts de la Norman Paterson School for International Affairs de l'Université Carleton. Alors que son travail actuel se porte sur la tendance croissante à la privatisation de la sécurité, il a rédigé, ces dernières années, des rapports sur la prolifération des armes nucléaires pour le ministère de la Défense nationale et le Center for Global Studies de l'Université de Victoria. En dehors de ses travaux de recherche et de ses classes dirigées, il guide des groupes dans des voyages en Europe de l'Ouest, en Russie et dans l'Arctique canadien à titre d'accompagnateur pour Horizon Holidays of Canada.

### **Sarah Tarry, Université Dalhousie, Halifax (Nouvelle-Écosse)**

*Coucher avec l'ennemi? Le financement par l'État des ONG œuvrant en Bosnie-Herzégovine*

### ***Sommaire***

Le nouveau programme d'élaboration des politiques a pour conséquence le renforcement des liens entre les ONG et les agences d'aide officielles en raison d'un financement accru de la part des donateurs. De nombreux observateurs dans la littérature de grande diffusion ont affirmé que le financement public se faisait au détriment des valeurs et de l'autonomie des ONG en nuisant à leur aptitude à apporter des changements positifs. Je me propose d'examiner dans quelle mesure ces préoccupations sont justifiées dans le contexte de l'aide financière accordée par l'ACDI à deux ONG de taille différente – CARE Canada et l'International Centre for Community Based Rehabilitation (ICACBR) – en Bosnie-Herzégovine pendant toute la période qui a suivi le conflit. Je soutiens que l'affirmation de ces observations est limitée à trois égards. Premièrement, plusieurs des postulats sont empiriquement inexacts dans le cas du Canada; deuxièmement, certaines des orientations des politiques présentées ne sont constructives ni sur le